

La culture fait de la résistance

PR'APP'À. Les cinq directeurs des établissements culturels sont arrivés ensemble à leur ministère de tutelle, pour une réunion avec le directeur de cabinet. À peine une heure plus tard, tous ressortaient. Les discussions avec Frédéric Rossoni sont rompues, le ministre, actuellement aux Marquises, est attendu.

"nterdit de parler à la presse, mais libre de s'exprimer." La culture est en plein paradoxe. Elle cause un peu, mais pas trop. À la moindre question gênante, les yeux se baissent, un sourire en coin se dessine et la voix est en sourdine. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que les directeurs de la culture ne veulent plus parler au directeur de cabinet, Frédéric Rossoni. Après le fin de ces derniers jours, Julien Mai, directeur de Heiva Nui, Viri Taimana, directeur du Centre des métiers d'art, Fabien Dinard, directeur du Conservatoire, Heremoana Maamaatuaiahutapu, directeur de la Maison de la culture, et Jean-Marc Pambrun, directeur du Musée de Tahiti et des îles, demandent rendez-vous au ministre de la Culture Mita Teripaia, qu'ils n'ont toujours pas rencontré depuis le début de l'histoire. D'ailleurs, les rendez-vous entre ces directeurs et le ministre ont plutôt été rares de manière générale. Depuis sa nomination, Jean-Marc

L'ESSENTIEL

- ▶ Les directeurs des établissements culturels ne démissionneront pas
- ▶ Ils attendent le ministre pour "savoir de quoi ils peuvent parler et jusqu'où ils peuvent parler"
- ▶ Depuis deux semaines, des réunions hebdomadaires ont été instaurées entre le ministre et les directeurs des établissements culturels

Pambrun en compte une. Une réunion où tous les directeurs et le ministre étaient présents, sinon "il y a bien quelques rencontres individuelles".

Enfin, depuis quelques semaines, après la circulaire du mois de juin leur intimant de ne parler qu'après avoir eu l'accord du ministère, des réunions hebdomadaires ont été mises en place. Pour le moment, c'est le directeur de cabinet, Frédéric Rossoni, qui les assure, mais Mita Teripaia devrait prendre le relais à son retour des Marquises. Il y a comme une envie de reprendre la main sur les décisions qui sont prises dans les établissements culturels... "On nous prend pour des enfants. Il y a des sanctions si on parle", sourit amèrement l'un des directeurs. "C'est une première, pour Jean-Marc Pambrun, qui se rappelle avoir vécu ce genre de situation il y a 20 ans. On a vraiment l'impression de revenir en arrière."

En tout cas, hors de question de démissionner. "En ce qui me concerne, je ne me démetts pas et je ne me soumets pas", affirme Jean-Marc Pambrun. "Nous sommes libres de nous exprimer mais pas sur des sujets polémiques. S'il faut faire la liste des différents sujets polémiques, ça va être long. L'art est polémique, des sujets de littérature sont polémiques", ajoute-t-il.



Après trois quarts d'heure de réunion, Heremoana Maamaatuaiahutapu, Jean-Marc Pambrun, Viri Taimana, suivis de Fabien Dinard et Julien Mai, sont allés au bureau du directeur de cabinet de Mita Teripaia, avec la ferme intention de rencontrer rapidement le ministre lui-même.

Pourtant, les directeurs des établissements culturels avaient réussi à échapper à la langue de bois. "Nous devons communiquer sur nos actions avec la démarche la plus honnête qui soit vis-à-vis du public." Et à la question du choix de Gaston Tong Sang de mettre Mita Teripaia à la culture, sur tout connu pour être le fil d'un ami de

Gaston Tong Sang et grand producteur pandanus sur l'île de Bora Bora, les hommes de la culture ne souhaitent pas faire de commentaires. Seule cette phrase s'échappe : "Je ne dirais pas qu'il n'est pas compétent."

Zoom

Un communiqué pour "remettre les choses au point"

Quelques heures avant sa rencontre avec les directeurs de la culture, Frédéric Rossoni, directeur du cabinet de Mita Teripaia, a envoyé un communiqué à la presse qui met "les choses au point". Le voit dans son intégralité.

"Le ministre de la Culture et de l'Artisanat tient à remettre les choses au point suite aux rumeurs médiatiques de ces derniers jours. Il ne convient pas qu'un ministre, qui se trouve également être président du conseil d'administration de chacun des établissements culturels, découvre le lendemain qu'un directeur a fait le plateau d'un journal télévisé, une interview radio ou une conférence de presse. La communication en matière culturelle doit rester cohérente, de plus un risque existe que les personnes concernées livrent des informations qui n'ont pas encore fait l'objet d'arbitrages ministériels ou, comme c'est arrivé récemment dans le cas de la tarification du Conservatoire, pas encore fait l'objet d'une décision officielle en conseil des ministères. Il a donc été demandé aux directeurs d'établissements sous tutelle de prendre l'attache du ministre aux fins de l'en informer au préalable, conformément à des principes applicables dans toute l'administration. Il faut également rappeler que suite à certaines initiatives en matière de communication prises sans concertation, les directeurs d'établissements culturels ont une première fois été rappelés à leur obligation de réserve par courrier du 6 mai 2010, notamment lorsqu'ils étaient amenés à intervenir personnellement devant la presse. Cela étant, il n'a jamais été question d'interdire aux directeurs d'établissements de s'exprimer.

S'agissant de la participation des établissements publics culturels à l'année des Outre-mer, il a été exposé aux directeurs d'établissements que le projet était désormais piloté par le ministère du Tourisme, et que les réunions initiées entre établissements et ministère de la Culture n'auraient donc plus lieu dans leur forme actuelle. Cela ne remet évidemment pas en question la participation des établissements à cette opération, en fonction des demandes qui seraient reçues de la part du ministère aujourd'hui en charge de ce projet. Compte tenu des enjeux de cette manifestation interministérielle par nature, il n'y a pas lieu de se perdre en vaines polémiques, il faut au contraire rassembler toutes les énergies du pays.

Certains directeurs ont récemment manifesté leur désaccord sur les orientations ministérielles en matière de communication et de budget, et ont annoncé par voie de presse leur intention de démissionner. Néanmoins, à ce jour, aucune démission n'a été reçue par le ministre. Il est donc prématuré d'alimenter la controverse sur ce point, chacun restant libre de ses décisions.

JEAN-MARC PAMBRUN, directeur du Musée de Tahiti et des îles

"On ne démissionne pas. Personne"

Que s'est-il passé ?
"On a remis au directeur de cabinet un courrier, lui demandant d'obtenir une audience pour nous d'ici la fin de la semaine avec le ministre de la Culture. On demande l'arbitrage du ministre de la Culture sur la manière de communiquer."

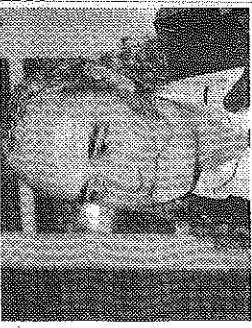
Le problème concerne le ministre ou le directeur de cabinet ?
"On ne sait pas encore. Il faut qu'on voie le ministre. C'est important car depuis le début de cette affaire, on ne l'a pas rencontré et la confusion s'est installée, il faut clarifier les choses avec lui. Le directeur de cabinet, en définitive, se fait que l'intermédiaire du ministre de la Culture."

C'est une première qu'on vous demande de vous taire avant d'avoir l'accord du ministre ?
"De cette manière-là, oui, c'est une première. C'est arrivé dans le passé, mais c'était il y a 20 ans. On a vraiment l'impression de revenir en arrière. On n'a quand même pas fait tout ce parcours pour rien."

Le fait que Gaston Tong Sang soit devenue Mita Teripaia, qu'en pensez-vous ?

"C'est normal que le président soit derrière son gouvernement."

C'est un problème de personne ?
"C'est un problème de forme, sur la manière de dire les choses, de s'exprimer sur différents sujets qui peuvent effectivement déplaire au ministre. Ce qui peut être compréhensible. Il faut



que l'on clarifie tout ça. Par contre, ce qui est important : il n'y a aucune démission à l'ordre du jour. On ne démissionne pas. Personne."

Quoi qu'il se passe ?

"Il faut que les gens fassent leur travail. En ce qui me concerne, je ne me démetts pas et je ne me soumets pas."

Mita Teripaia est un bon choix au ministère de la Culture ?

"C'est le choix du gouvernement, ce n'est pas à nous de commenter ce choix."

FABIEN DINARD, directeur du Conservatoire

"On n'a pas le droit de vous parler"

Le ministère se plaint que les prix du Conservatoire aient été annoncés avant d'être validés par le conseil des ministères.

"Ça n'a pas été annoncé. Nous avons fait une conférence de presse pour la rentrée et notamment sur le report de la rentrée. Nous avons décalé d'une semaine justement parce que cette délibération sur la nouvelle tarification

"J'ai expliqué au directeur de cabinet. On a dit qu'on attendait la nouvelle tarification. Si elle n'est pas validée, on revient à l'ancienne tarification. Il n'y a pas de problème."

On essaye de faire faire aux directeurs de la culture ce qu'on a envie qu'ils fassent ?

"C'est difficile de répondre car on n'a pas le droit de vous parler ainsi les choses ?"

ler. On dit qu'on est libre de s'exprimer, mais il faut que nos réponses soient validées par le ministère."

Une inquiétude plane sur la culture ?

"Personnellement, je suis assez inquiet."

Il n'y a plus la même liberté ?

"Non."

La culture fait de la résistance

PE'APPE'A. Les cinq directeurs des établissements culturels sont arrivés ensemble à leur ministère de tutelle, pour une réunion avec le directeur de cabinet. À peine une heure plus tard, tous ressortaient. Les discussions avec Frédéric Rossoni sont rompues, le ministre, actuellement aux Marquises, est attendu.

Il n'aurait de parler à la presse, mais libre de s'exprimer." La culture est un peu, mais pas trop. À la moindre question gênante, les yeux se baissent, un sourire en coin se dessine et la voix est en sourdine. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que les directeurs de la culture ne veulent plus parler au directeur de cabinet, Frédéric Rossoni. Après le foin de ces derniers jours, Julien Mai, directeur de Heiva Nui, Viri Taimana, directeur du Centre des métiers d'art, Fabien Dinard, directeur du Conservatoire, Heremoana Maamaatuaiahutapu, directeur de la Maison de la culture, et Jean-Marc Pambrun, directeur du Musée de Tahiti et des îles, demandent rendez-vous au ministre de la Culture Mita Teripaia, qu'ils n'ont toujours pas rencontré depuis le début de l'histoire. D'ailleurs, les rendez-vous entre ces directeurs et le ministre ont plutôt été rares de manière générale. Depuis sa nomination, Jean-Marc

L'ESSENTIEL

- ▶ Les directeurs des établissements culturels ne démissionneront pas
- ▶ Ils attendent le ministre pour savoir de quoi ils peuvent parler et jusqu'où ils peuvent parler
- ▶ Depuis deux semaines, des réunions hebdomadaires ont été instaurées entre le ministre et les directeurs des établissements culturels

Pambrun en compte une. Une réunion où tous les directeurs et le ministre étaient présents, sinon "il y a bien quelques rencontres individuelles".

Enfin, depuis quelques semaines, après la circulaire du mois de juin leur intimant de ne parler qu'après avoir eu l'accord du ministère, des réunions hebdomadaires ont été mises en place. Pour le moment, c'est le directeur de cabinet, Frédéric Rossoni, qui les assure, mais Mita Teripaia devrait prendre le relais à son retour des Marquises. Il y a comme une envie de reprendre la main sur les décisions qui sont prises dans les établissements culturels. "On nous prend pour des enfants. Il y a des sanctions si on parle", sourit amèrement l'un des directeurs. "C'est une première, pour Jean-Marc Pambrun, qui se rappelle avoir vécu ce genre de situation il y a 20 ans. On a vraiment l'impression de revenir en arrière."

En tout cas, hors de question de démissionner. "En ce qui me concerne, je ne me démetts pas et je ne me soumets pas", affirme Jean-Marc Pambrun. "Nous sommes libres de nous exprimer mais pas sur des sujets polémiques. S'il faut faire la liste des différents sujets polémiques, ça va être long. L'art est polémique, des sujets de littérature sont polémiques", ajoute-t-il.



Après trois quarts d'heure de réunion, Heremoana Maamaatuaiahutapu, Jean-Marc Pambrun, Viri Taimana, suivis de Fabien Dinard et Julien Mai, sont allés au bureau du directeur de cabinet de Mita Teripaia, avec la ferme intention de rencontrer rapidement le ministre lui-même.

Pourtant, les directeurs des établissements culturels avaient réussi à échapper à la langue de bois. "Nous devons communiquer sur nos actions avec la démarche la plus honnête qui soit vis-à-vis du public." Et à la question du choix de Gaston Tong Sang de mettre Mita Teripaia à la culture, sur tout connu pour être le fil d'un ami de

Gaston Tong Sang et grand producteur pandanus sur l'île de Bora Bora, les hommes de la culture ne souhaitent pas faire de commentaires. Seule cette phrase s'échappe : "Je ne dirais pas qu'il n'est pas compétent."

Zoom

Un communiqué pour "remettre les choses au point"

Quelques heures avant sa rencontre avec les directeurs de la culture, Frédéric Rossoni, directeur du cabinet de Mita Teripaia, a envoyé un communiqué à la presse qui met "les choses au point". Le voit dans son intégralité.

"Le ministre de la Culture et de l'Artisanat tient à remettre les choses au point suite aux nombreux médias de ces derniers jours. Il ne convient pas qu'un ministre, qui se trouve également être président du conseil d'administration de chacun des établissements culturels, découvre le lendemain qu'un directeur a fait le plateau d'un journal télévisé, une interview radio ou une conférence de presse. La communication en matière culturelle doit rester cohérente, de plus un risque existe que les personnes concernées livrent des informations qui n'ont pas encore fait l'objet d'arbitrages ministériels ou, comme c'est arrivé récemment dans le cas de la tarification du Conservatoire, pas encore fait l'objet d'une décision officielle en conseil des ministres. Il a donc été demandé aux directeurs d'établissements sous tutelle de prendre l'attache du ministre aux fins de l'en informer au préalable, conformément à des principes applicables dans toute l'administration. Il faut également rappeler que suite à certaines initiatives en matière de communication prises sans concertation, les directeurs d'établissements culturels ont une première fois été rappelés à leur obligation de réserve par courrier du 6 mai 2010, notamment lorsqu'ils étaient amenés à intervenir personnellement devant la presse. Cela étant, il n'a jamais été question d'interdire aux directeurs d'établissements de s'exprimer.

S'agissant de la participation des établissements publics culturels à l'année des Outre-mer, il a été exposé aux directeurs d'établissements que le projet était désormais piloté par le ministère du Tourisme, et que les réunions initiées entre établissements et ministère de la Culture n'auraient donc plus lieu dans leur forme actuelle. Cela ne remet évidemment pas en question la participation des établissements à cette opération, en fonction des demandes qui seront reçues de la part du ministère aujourd'hui en charge de ce projet. Compte tenu des enjeux de cette manifestation interministérielle par nature, il n'y a pas lieu de se perdre en vaines polémiques, il faut au contraire rassembler toutes les énergies du pays. Certains directeurs ont récemment manifesté leur désaccord sur les orientations ministérielles en matière de communication et de budget, et ont annoncé par voie de presse leur intention de démissionner. Néanmoins, à ce jour, aucune démission n'a été reçue par le ministre. Il est donc prématuré d'alimenter la controverse sur ce point, chacun restant libre de ses décisions."

JEAN-MARC PAMBRUN, directeur du Musée de Tahiti et des îles

"On ne démissionne pas. Personne"

Que s'est-il passé ?
"On a remis au directeur de cabinet un courrier, lui demandant d'obtenir une audience pour nous d'ici la fin de la semaine avec le ministre de la Culture. On demande l'arbitrage du ministre de la Culture sur la manière de communiquer."

Le problème concerne le ministre ou le directeur de cabinet ?
"On ne sait pas encore. Il faut qu'on voie le ministre. C'est important car depuis le début de cette affaire, on ne l'a pas rencontré et la confusion s'est installée, il faut clarifier les choses avec lui. Le directeur de cabinet, en définitive, se fait que l'intermédiaire du ministre de la Culture."

Quel est le problème exactement : la communication ou les budgets qui se réduisent peu à peu ?
"Le problème budgétaire n'a jamais été pour nous le problème prioritaire, bien qu'à un moment ou à un autre il peut le devenir. On a tous toujours dit qu'on se débrouillait avec ce qu'on avait. On fait avec ou on fait sans. Le principal problème que l'on a est

celui de la communication. Le problème concerne la capacité de s'exprimer, de communiquer, dans quelles conditions, dans quelles limites... Et c'est là où, même pour nous, ce n'est pas clair. C'est la première fois que ça nous arrive."

Le fait que Gaston Tong Sang soutienne Mita Teripaia, qu'en pensez-vous ?
"C'est normal que le président soit derrière son gouvernement."

C'est un problème de personne ?
"C'est un problème de forme, sur la manière de dire les choses, de s'exprimer sur différents sujets qui peuvent effectivement déplaire au ministre. Ce qui peut être compréhensible. Il faut



que l'on clarifie tout ça. Par contre, ce qui est important : il n'y a aucune démission à l'ordre du jour. On ne démissionne pas. Personne."

Quoi qu'il se passe ?
"Il faut que les gens fassent leur travail. En ce qui me concerne, je ne me démetts pas et je ne me soumets pas."

Mita Teripaia est un bon choix au ministère de la Culture ?
"C'est le choix du gouvernement, ce n'est pas à nous de commenter ce choix."

FABIEN DINARD, directeur du Conservatoire

"On n'a pas le droit de vous parler"

Le ministère se plaint que les prix du Conservatoire aient été annoncés avant d'être validés par le conseil des ministres.
"Ça n'a pas été annoncé. Nous avons fait une conférence de presse pour la rentrée et notamment sur le report de la rentrée. Nous avons décalé d'une semaine justement parce que cette délibération sur la nouvelle tarification

n'avait pas été encore validée en conseil des ministres. Dans la conférence de presse, un journaliste nous a demandés : si les prix allaient augmenter. J'ai répondu peut-être que oui, peut-être que non, car nous attendions la validation de la nouvelle tarification."

Pourquoi ce communiqué précisait ainsi les choses ?

"J'ai expliqué au directeur de cabinet. On a dit qu'on attendait la nouvelle tarification. Si elle n'est pas validée, on revient à l'ancienne tarification. Il n'y a pas de problème."

On essaye de faire faire aux directeurs de la culture ce qu'on a envie qu'ils fassent ?
"C'est difficile de répondre car on n'a pas le droit de vous parler."

Une inquiétude plane sur la culture ?
"Personnellement, je suis assez inquiet."

Il n'y a plus la même liberté ?
"Non."